

# *Commission des relations de travail de l'Ontario*

# **EN RELIEF**

Rédacteurs : Voy Stelmaszynski, avocat  
Leonard Marvy, avocat

Avril 2008

**Les membres de la Commission ont le regret d'annoncer le décès tragique de leur ami et collègue Rene Montague à la suite d'un accident de la circulation, le vendredi 28 mars 2008. Rene était un leader exemplaire, au sein du mouvement syndical comme à la Commission, dont il a été membre (partie syndicale) pendant plus de vingt ans. D'une grande sagesse humaine, d'une immense bonté et d'un sens de l'humour légendaire, Rene a contribué de façon exceptionnelle au travail de la Commission, et sa disparition laissera un grand vide dans nos cœurs et dans nos milieux du travail.**

## Résumés de décisions

Sont résumées ci-dessous certaines décisions rendues par la Commission des relations de travail de l'Ontario en mars 2007. Ces décisions paraîtront dans le numéro de mars-avril des *Reports* de la Commission. Le texte intégral des décisions rendues récemment peut être consulté sur le site Web de l'Institut canadien d'information juridique, à [http://www.ijcan.org/index\\_fr.html](http://www.ijcan.org/index_fr.html).

**Pratique et procédure – Pratiques déloyales de travail** – L'employeur demandait la suppression de plusieurs allégations formulées dans la plainte du syndicat pour pratiques déloyales de travail – Selon la Commission, une altercation entre deux membres d'une unité de négociation ne comportant aucune menace pour la sécurité d'emploi de l'un ou de l'autre et dont l'employeur n'était pas au courant ne peut servir d'appui à une plainte pour agissements illicites de l'employeur – Quant aux autres objections de l'employeur (touchant la supposée volonté d'intimidation de l'employeur lors de conversations avec certains employés), la

Commission ordonne au syndicat de donner des précisions sur les allégations, faute de quoi l'entreprise ne sera pas tenue de présenter de preuve pour sa défense – L'affaire suit son cours

**921964 ONTARIO LIMITED O/A SCUGOG SIGNS**; RE UNIVERSAL WORKERS UNION, LIUNA LOCAL 183; File Nos. 10067-07-R; 0513-07-U-; Dated March 27, 2008; Panel: Patrick Kelly, R. O'Connor, S. McManus (12 pages)

**Accréditation – Industrie de la construction – Réexamen** – Le syndicat sollicitait le réexamen d'une décision antérieure de la Commission, autorisant le dépôt hors délai d'une réponse à l'une de deux requêtes en accréditation remises à l'employeur le même jour – La Commission confirme que l'intimé invoquait un motif légitime expliquant le retard du dépôt de sa réponse, soit que les lettres de l'avocat du syndicat accompagnant les deux requêtes étaient remarquablement semblables et que les emballages des deux requêtes par le service de messagerie étaient quasi identiques – La Commission est en outre d'avis que le retard entraîné par le dépôt hors délai n'a été que de deux jours et non de onze jours comme l'affirme le requérant : le syndicat aurait pu donner suite aux documents reçus en retard dès leur arrivée, soit à la fin de l'après-midi du vendredi d'un long week-end, plutôt que d'attendre jusqu'au mardi suivant – Enfin, la Commission confirme qu'elle n'impute au requérant aucune responsabilité en ce qui concerne la méprise de l'employeur, mais elle signale que si le syndicat avait été plus explicite au sujet de la remise des deux paquets de requêtes, cela aurait pu servir à miner la légitimité de la cause invoquée par l'employeur à

l'égard de sa méprise – Demande de réexamen rejetée

**CARMAN CONSTRUCTION INC.**; RE IUOE, LOCAL 793 ; File No. 2082-07-R; Dated March 3, 2008; Panel: Lee Shouldice (12 pages)

**Unité de négociation – Industrie de la construction – Pratique et procédure – Qualité – Pratiques déloyales de travail** – La Commission a rendu un certain nombre de décisions préliminaires et procédurales dans ces divers dossiers : 1) la Commission confirme pouvoir juger qu'une unité de négociation appropriée vise à la fois le secteur ICI de la province et une région géographique appropriée à l'extérieur du secteur ICI, même si aucun employé n'était au travail dans le secteur ICI le jour de la requête; 2) rien n'empêche la Commission de déterminer la composition des unités de négociation pour chacune des requêtes de l'industrie de la construction et pour chacune des requêtes d'autres secteurs d'activité; 3) la Commission refuse de recevoir les listes d'employés déposées hors délai par l'intimé lors de l'assemblée d'accréditation régionale, en raison du préjudice que devraient subir les requérants si ces listes étaient acceptées malgré un tel retard par rapport à la date de la requête – Certains certificats sont délivrés; les autres affaires suivent leur cours

**CLEAN WATER WORKS INC.**; RE IUOE LOCAL 793; RE LIUNA, ONTARIO PROVINCIAL DISTRICT COUNCIL; File Nos. 1541-07-R et al ; Dated March 3, 2008; Panel: Lee Shouldice (26 pages)

**Accréditation – Industrie de la construction – Qualité** – La Commission est persuadée que les travaux de terrassement effectués sur des routes et des surfaces de gravier par trois employés constituant de l'entretien et non de la réparation et que, par conséquent, ces employés sont exclus de l'unité de négociation de l'industrie de la construction que le requérant voulait obtenir – Les travaux d'entretien comprenaient la réparation de nids-de-poule et le nivellement des surfaces de routes, de voies d'accès et d'un parc de stationnement – Aucune nouvelle matière n'a été ajoutée ou enlevée, et les surfaces ont en tout temps été utilisables, avant, pendant et après l'exécution des travaux – L'affaire suit son cours

**ELLWOOD ROBINSON LIMITED**; RE LIUNA, ONTARIO PROVINCIAL DISTRICT COUNCIL; File No. 2362-06-R; Dated March 12, 2008; Panel: Marilyn Silverman (5 pages)

**Droit de négocier – Droit constitutionnel – Industrie de la construction – Employeur – Révocation** – La Société indépendante de gestion du marché de l'électricité, dont l'appellation actuelle est la Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité (SIERE), demandait à la Commission de rendre un jugement déclaratoire confirmant qu'elle est un employeur extérieur à l'industrie de la construction parce qu'elle consomme des services de construction, mais n'en vend pas – Dans l'éventualité où la Commission rendrait pareil jugement, les syndicats se réservent le droit de contester la validité constitutionnelle des dispositions relatives à un employeur extérieur à l'industrie de la construction – La SIERE s'acquitte d'un double rôle : 1) assurer la fiabilité de fonctionnement du réseau d'électricité de l'Ontario; 2) exploiter le marché de gros de l'électricité en Ontario (avec fixation des prix) – La SIERE n'a pas pour fonction de produire ou de transmettre de l'électricité; elle assure la fiabilité du réseau d'électricité de la province par le biais des règles du marché et d'accords d'exploitation avec divers participants au marché – Nul ne conteste que la SIERE engage des entrepreneurs de temps à autre pour l'exécution de travaux de construction à son seul avantage – Selon la Commission, les droits de marché versés à la SIERE par les participants au marché ne représentent pas le type de rémunération visé par la définition d'employeur extérieur à l'industrie de la construction – La Commission est d'avis que, en l'espèce, la situation est analogue à celle où le financement fourni par le gouvernement à un conseil scolaire est utilisé par celui-ci pour payer des travaux de construction : la somme n'est pas octroyée pour l'exécution de travaux de construction à l'avantage de l'organisme dispensateur du financement – La demande de déclaration d'employeur extérieur à l'industrie de la construction est admise – L'affaire est renvoyée au greffier, pour inscription au rôle de la plaidoirie constitutionnelle

**INDEPENDENT ELECTRICITY MARKET OPERATOR.**; RE CANADIAN UNION OF SKILLED WORKERS; RE LIUNA; RE LIUNA, ONTARIO PROVINCIAL DISTRICT COUNCIL AND LIUNA, LOCAL 1059; File Nos. 3322-03-R; 2118-04-R; Dated: March 3, 2008; Panel: Caroline Rowan (23 pages)

**Conflit de juridiction** – L'employeur voulait obtenir un jugement déclaratoire confirmant qu'il a agi de façon appropriée lors de sa réaffectation des périodes de travail de deux chefs d'équipe, des IA membres de l'AIIO, à des IAA membres du

SCFP – L'AIIO prétend que la réaffectation entraîne le congédiement de deux de ses membres à temps plein, contrairement à la clause de protection de l'emploi de sa convention collective – Par ailleurs, la convention collective du SCFP ne donne lieu à aucune revendication concurrente – L'employeur soutient que la convention collective ne protège que les types de tâches exécutées exclusivement par des IA, et que, comme des IAA aussi bien que des IA jouent un rôle de chef d'équipe et s'acquittent des mêmes fonctions, l'exclusivité ne peut être revendiquée en faveur de ces derniers – La décision dépend entièrement de l'interprétation correcte de la convention collective de l'AIIO – La Commission est d'avis que, même si la réaffectation donne lieu à un conflit de juridiction au sens formel, il serait inopportun que la Commission exerce sa compétence pour se prononcer sur le bien-fondé de la réaffectation, car cet acte dégagerait l'employeur de son obligation contractuelle envers l'AIIO – La Commission ordonne à l'employeur de cesser d'affecter des tâches de chef d'équipe à des employés non visés par les dispositions de la convention collective de l'AIIO

**ONTARIO NURSES' ASSOCIATION;** RE GLEBE CENTRE INCORPORATED; RE CUPE AND ITS LOCAL 3302; File No. 0640-07-JD; Dated March 18, 2008; Panel: Ian Anderson (10 pages)

**Congédiement – Obligation du syndicat d'être impartial dans son rôle de représentation** – Dans le cadre de cette plainte d'un syndiqué à l'encontre de son agent de négociation, la Commission estime que le fait que le syndicat s'appuie sur le système de repérage du courrier recommandé de la Société canadienne des postes pour déterminer le moment où le membre a reçu un avis de rappel ne tient pas compte de toutes les interprétations possibles du moment où la remise a été effectuée – La Commission ordonne au syndicat d'obtenir une opinion juridique sur la définition de « remise effective » et de réévaluer la plainte du membre à la lumière de cette opinion – Requête admise en partie

**VIDAL, DAVID;** RE NATIONAL AUTOMOBILE, AEROSPACE TRANSPORTATION AND GENERAL WORKERS UNION OF CANADA (CAW) LOCAL 462; RE BRR LOGISTICS LIMITED; File No. 2412-07-U; Dated March 6, 2008; Panel: Kelly Waddingham (5 pages)

**Congédiement – Normes d'emploi** – L'employé demandait la révision du refus de l'agent de lui octroyer une indemnité de licenciement – Selon la Commission, l'unique fois où l'employé a proféré

des injures directement à l'endroit, en l'espèce, d'un superviseur ne justifie pas son congédiement sans le préavis prévu par la loi ou sans son équivalent monétaire : l'employé travaillait depuis treize ans chez l'employeur, avec un dossier impeccable; il n'existe aucune règle ou politique spécifique interdisant l'utilisation de jurons sur le lieu de travail; la procédure de recours telle qu'elle a été publiée n'a pas été suivie – Requête admise

**WELSH INDUSTRIAL MANUFACTURING INC.;** RE RAVINDRA PATEL AND DIRECTOR OF EMPLOYMENT STANDARDS; File No. 2317-07-ES; Dated March 31, 2008; Panel: Patrick Kelly (6 pages)

## Procédures en instance

**Accréditation – Révision judiciaire – Scrutin de représentation – Suspension** – L'employeur demandait la suspension de l'application des décisions de la Commission ordonnant la tenue d'un scrutin et le dépouillement des bulletins – Demande de suspension rejetée – Les motifs suivront

**EDGEWATER GARDENS LONG TERM CARE CENTRE;** RE OLRB AND OPSEU; File No. 3166-07-R (Court File No. 08-0015); Dated March 31, 2008; Panel: Carpenter-Dunn, J.

Les décisions énumérées dans le présent bulletin seront publiées dans les *Reports* de la Commission des relations de travail de l'Ontario. On peut consulter la version préliminaire des *Reports* à la Bibliothèque des tribunaux du travail de l'Ontario, 7<sup>e</sup> étage, 505, avenue University, à Toronto.

## Procédures en instance

Intitulé et n° du dossier de la Cour	N° du dossier de la Commission	Stade de traitement de l'affaire
<b>BCC Constructors</b> v. International Union of Painters Divisional Court No. 138/08	3174-06-R	En cours
<b>Edgewater Gardens Long Term</b> v. OPSEU Divisional Court No. 08-0015	3166-07-R	Requête en suspension rejetée le 31 mars 2008; les motifs suivront
<b>Jacobs Catalytic Ltd.</b> v. IBEW Local 353 Divisional Court No. 66/08	2127-05-G; 3437-05-G	En cours
<b>Ottawa Fertility Centre</b> v. Ontario Nurses Association, OPSEU, CUPE Local 4000, Ottawa Hospital and OLRB Divisional Court No. DV-08-1394 OTTAWA	1531-06-PS	En cours
<b>Puri Sons Inc. o/a Tally Ho Manor</b> v. Director of Employment Standards et al Divisional Court No. 30/08	1490-06-ES; 1491-06- ES	En cours
<b>Ottawa-Carleton Public Employees Union (CUPE), Local 503</b> v. City of Ottawa et al Divisional Court No. 423/07	1386-06-R	En cours
<b>Dev Misir</b> v. Muluneshi F. Agago et al Divisional Court No. 281/07	0769-06-ES	En cours
<b>Dr. Oliver Bajor</b> v. OLRB Divisional Court No. 258/07	0353-06-ES	29 mai 2008
<b>Jacobs Catalytic Ltd.</b> v. IBEW Local 353 et al Divisional Court No. 117/07	3737-05-U	Entendue les 10 et 11 janvier 2008 – en délibéré
<b>Dana Horochowski</b> v. OECTA; York Catholic DSB Divisional Court No. 93/07	1115-04-U	En cours
<b>Janet Kitson</b> v. OLRB et al Divisional Court No. 492/06	4205-02-U	En cours
<b>Johnson Controls Ltd.</b> v. Brookfield Lepage Divisional Court No. 406/06	1634-04-R	Ajournée – sine die
<b>Abduraham, Abdoulrab</b> v. Novaquest Finishing Divisional Court No. 327/06	2222-04-ES, 2223-04- ES, 2224-04-ES	Rejetée – 13 août 2007 Requête en autorisation d'en appeler à la CA
<b>City of Hamilton</b> v. Carpenters, Local 18 Divisional Court No. 209/06	1785-05-R	En cours
<b>Gus Nedelkopoulos v. OLRB</b> Divisional Court No. 78978/06 NEWMARKET	1838-05-U 2644-05-U	Entendue le 10 mars 2008 – en délibéré
<b>Maystar General Contractors Inc.</b> v. IUPAT, Local 1819 Divisional Court No. 481/06 Court of Appeal No. C47489	0812-06-R	Cour d'appel Entendue les 25 et 29 mars 2008 – en délibéré
<b>Mississaugas of Scugog Island</b> v. CAW-Canada SCC No. 32452	1271-03-U; 1336-03-M; 1414-03-M	Requête en autorisation d'en appeler à la CSC